

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 7 novembre 2022

AUX PRÉSIDENTES-DIRECTRICES GÉNÉRALES, PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX, DIRECTRICES GÉNÉRALES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

AUX DIRECTRICES GÉNÉRALES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Mesdames,
Messieurs,

À la suite de l'entrée en vigueur de la [Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux](#) (2022, chapitre 6) (Loi), sanctionnée le 6 avril dernier, une lettre vous a été transmise le 18 mai 2022 afin de vous annoncer les changements introduits par la Loi et vous informer que divers outils d'accompagnement seraient accessibles sous peu.

Ainsi, nous vous avisons qu'un premier outil est maintenant disponible sur le site Internet du ministère de la Santé et des Services sociaux. Il s'agit d'un résumé des modifications apportées par la Loi ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux. Vous le trouverez au lien suivant : [Mieux protéger : Résumé des modifications apportées par la Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux. \(2022, Chapitre 6\) \(gouv.qc.ca\)](#).

Ce document a été développé afin de faciliter la compréhension des modifications et des ajouts apportés par la Loi. Il est un complément incontournable à la Politique-cadre de lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité, à l'Outil de soutien à la révision des politiques de lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité et aux formations afférentes, disponibles sur la plateforme de l'[Environnement numérique d'apprentissage](#).

... 2

Nous vous invitons à faire suivre la présente correspondance aux personnes concernées par l'implantation de la Loi, notamment à la personne responsable de la mise en œuvre de la politique de lutte contre la maltraitance (PRMOP) de votre établissement et, s'il y a lieu, transmettre vos questions à M^{me} Fabienne Thibault, responsable de la mise en œuvre de la Loi : [REDACTED]

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La sous-ministre adjointe,

[REDACTED]

Natalie Rosebush

c. c. M. Paul Arbec, Association des établissements de longue durée privés du Québec
M^{me} Annick Lavoie, Association des établissements privés conventionnés
M^{me} Dominique Savoie, MSSS
PDGA des établissements publics de santé et de services sociaux

N/Réf. : 22-PA-00278